



AMBASSADE DE FRANCE EN AFRIQUE DU SUD
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL

Pretoria, le 21 août 2018

Afrique du Sud – Economie : Point sur la situation macroéconomique

Au 1^{er} semestre de 2018, la poursuite de l'accélération de l'activité économique ne s'est pas concrétisée, avec une contraction plus forte que prévu du PIB au 1^{er} trimestre et des signaux peu favorables pour le 2^e trimestre, dans un contexte de sortie de capitaux et de dépréciation du rand. En conséquence, les perspectives de croissance pour l'ensemble de l'année 2018 ont été revues à la baisse, qui pourrait être une nouvelle année de recul du PIB par tête. Toutefois, les premières actions du nouveau Président C. Ramaphosa et surtout les réformes à venir s'il gagne les élections l'année prochaine devraient avoir des effets positifs sur l'économie à moyen-terme.

1. Les prévisions de croissance de la Banque centrale pour 2018 ont été revues en juillet à la baisse à 1,2 % (contre 1,7 % auparavant, et après 1,3 % en 2017), mais celles de 2019 et 2020 restent alignées avec les attentes du FMI (légèrement en dessous des 2 %). Le PIB sud-africain s'est réduit de 2,2 % (en rythme annualisé) au 1^{er} trimestre de 2018 par rapport à fin 2017, reflet à la fois d'un contre-coup des très bons résultats du trimestre précédent mais aussi d'une mauvaise performance des secteurs agricoles, miniers et industriels. Pour le 2^e trimestre, la stagnation de la production industrielle et le rebond modeste du secteur minier d'après les derniers chiffres publiés début août devraient conduire une reprise modeste voire un nouveau recul de l'activité - possiblement accentué par la contraction des ventes de détail en juin dernier. Les indicateurs de confiance restent cependant plutôt positifs, bien qu'en baisse¹, ce qui pourrait présager une amélioration de l'activité au 3^{ème} trimestre 2018. Mais l'orientation actuelle à la baisse du prix de certaines matières premières (cuivre, aluminium...), si elle devait être durable, continuerait de peser sur l'industrie minière.

2. Cet affaiblissement des perspectives de croissance complique la tenue des objectifs de déficit public. La moindre croissance réduit les recettes tandis que la situation sociale et la perspective des élections en 2019 laissent peu de marges de manœuvre pour des mesures d'austérité. Le déficit 2018-2019 pourrait être ainsi plus creusé que la prévision officielle de 3,6 % qui repose sur l'hypothèse d'une croissance économique de 1,5 %.

3. L'inflation est repartie à la hausse en juillet dernier tout en restant modérée à +5,1 % en g.a, tirée par la hausse de la TVA, du prix des carburants et de la dépréciation du Rand. L'inflation sous-jacente (qui exclut les produits à prix volatils comme le pétrole), s'est réduite à 4,3 % en g.a, montrant à ce stade des pressions inflationnistes maîtrisées. La banque centrale prévoit dans son dernier communiqué de juillet une augmentation de l'inflation les prochains mois avec les effets retardés de la hausse du prix du pétrole et la dépréciation du

¹ Du côté des ménages, l'indice de confiance s'est réduit à +22 points (contre +26 au 1^{er} trimestre), un niveau encore très élevé comparé à la situation conjoncturelle du marché sud-africain. Du côté des entreprises, l'indice PMI a rebondi à 51,5 points en juillet dernier, suivi d'une hausse de l'indice SACCI à 94,7 points (la première hausse depuis le début de l'année),

Rand, sans dépasser sa limite haute de 6 %, mais pointe des pressions salariales (notamment dans le secteur public) qui pourraient devenir excessives si les gains de productivité s'affaiblissent. Avec de plus la poursuite de la dépréciation du Rand en août, il ne semble plus y avoir de marge de manœuvre pour une nouvelle baisse des taux d'intérêt, après celle de 25 pdb en avril dernier.

4. Le rand s'est de nouveau déprécié depuis le début de l'année et le recul s'est accentué en août avec la contagion de la chute d'autres monnaies de pays émergents. Ayant atteint un plus haut de 11,9 Rand pour 1 USD (ou 14,7 Rand pour 1 euro) en janvier 2018, il s'échange au 20 août à 14,6 dollars US (16,7 euros), soit une dépréciation de plus de 22 % par rapport au dollar et de 13 % par rapport à l'euro. C'est d'abord la remontée des taux américains et européens qui a conduit à une vente nette des actifs sud-africains. Plus récemment, on observe une contagion des crises de change ayant débuté en Turquie et en Argentine cet été, participant à la baisse de l'appétence des investisseurs étrangers pour le risque « pays émergent » dans un contexte de guerre commerciale. En conséquence, les taux d'intérêts sur les emprunts d'Etat de long terme (plus de 10 ans) ont connu une augmentation, passant de 8,5 % en avril à 9,4 % ce mois-ci.

5. Sur les six premiers mois de 2018, l'Afrique du Sud a enregistré un déficit commercial de 1,8 Mds de rands, contre un excédent de 25 Mds de rands, durant la même période de 2017. L'imposition par les Etats-Unis de droits de douanes sur les importations d'acier (25 %) et d'aluminium (10 %) pèse sur les exportations. La possible extension de ces mesures aux importations d'automobiles fragiliserait l'industrie sud-africaine, même si l'effet serait amoindri du fait de la réorientation de la production BMW vers l'Europe au lieu des Etats-Unis à la faveur d'un changement de modèle produit. Enfin, les exportations sont freinées par la baisse de la production et du cours des produits miniers, tandis que la hausse du prix du pétrole renchérit les importations.

6. C. Ramaphosa est engagé à réformer le pays, laissant présager des effets positifs sur le moyen-terme, surtout s'il est réélu en 2019 et peut ainsi amplifier son action. Les premières mesures du nouveau gouvernement concernant le renforcement de la gouvernance, notamment à travers le renouvellement des conseils d'administration et de la direction des entreprises publiques, les enquêtes menées au sein de l'administration fiscale, le déblocage de la signature de contrats avec des producteurs énergétiques indépendants et la volonté globale d'augmenter l'efficacité de la dépense publique et de rétablir la confiance sur la maîtrise de la dynamique d'endettement (objectif d'une stabilisation à 56 % du PIB en 2022) viendront contribuer positivement à la croissance. Les réformes favorables à l'activité économique devraient s'accélérer si C. Ramaphosa gagne les élections en 2019, dans la lignée des recommandations du FMI dans son rapport de juillet insistant sur la nécessité d'aller plus loin dans les réformes, pour relancer l'investissement privé, soutenir la création d'emploi et réduire la pauvreté.

En attendant une accélération des réformes qui ne viendra probablement qu'après les élections de 2019, la capacité du pays à attirer les capitaux étrangers devient de plus en plus importante, afin d'assurer de façon pérenne et à moindre coût sa couverture financière tout en soutenant la création d'emplois. De ce fait, les discussions avec la Banque mondiale pour un prêt budgétaire pourraient s'amplifier et le Gouvernement fait de son sommet sur les investissements prévu fin octobre une priorité. Il lui faut cependant convaincre des investisseurs qui voient l'ampleur du redressement des entreprises publiques à opérer (mauvais résultats de l'entreprise publique Eskom publiés en juillet) et l'annonce début août par C. Ramaphosa de

la mise en œuvre d'une réforme de la constitution pour clarifier les possibilités d'expropriation sans compensation, sans attendre le résultat de la commission parlementaire sur ce sujet.